



Zones franches Moins d'argent pour les employés

Par Lantoniaina Razafindramiadana

La suspension de l'African Growth & Opportunity Act (AGOA) a conduit à une nouvelle organisation auprès des entreprises franches. Les heures supplémentaires ont été supprimées. **Les employés gagnent ainsi moins de la moitié de ce qu'ils percevaient auparavant.**

« Les heures supplémentaires nous permettaient de gagner plus d'argent », explique Saholy, une mère de famille travaillant dans une entreprise franche. « Si notre salaire de base est de 70 000 ariary, avec les supplémentaires on peut percevoir jusqu'à 130 000 ariary à la fin du mois. Les manques à gagner sont importants », annonce-t-elle explicitement.

La suppression des heures supplémentaires est due au ralentissement des activités auprès des entreprises. « Il n'y a plus beaucoup de travail en ce moment. **Les commandes sont en baisse** alors qu'en principe, nous devons recevoir des commandes d'hiver », annonce Fanja, une autre employée.

Toutefois de leur côté, les employés ne perdent pas espoir, quant à un redressement de la situation.

12 janvier 2010

Textile Madagascar évincée de l'AGOA

Par Lantoniaina Razafindramiadana

Le congrès américain a voté l'annulation de l'éligibilité de Madagascar dans le cadre de l'AGOA. Le départ des investisseurs est à craindre.

Calamité dans le textile. **Plus de 500 000 emplois directs et indirects risquent d'être supprimés d'un coup**, à moins que Barack Obama, président des États-Unis change le cours de l'histoire. Le congrès américain, quant à lui s'est prononcé. Cette structure a voté vendredi dernier la suspension de l'éligibilité de Madagascar dans le cadre de l'Africa growth opportunity act (AGOA), quelques jours avant le 15 décembre, « deadline » annoncé par l'ambassadeur Niels Marquart. « Si l'on se réfère au vote du congrès américain effectué vendredi dernier, nous avons perdu l'Agoa. Cependant, nous attendons encore la déclaration officielle de Barack Obama » explique Jeannot Rakotomalalaso, un membre du comité des travailleurs pour la défense du maintien de l'Agoa.

Perte de compétitivité

Face à la situation, le comité entend interpellier les dirigeants et tous les partis politiques à voir de près le sort des employés concernés par cette mesure. « Ce ne sont pas des menaces, nous voulons seulement faire part de notre angoisse quant à la fermeture des entreprises dans lesquelles nous travaillons » annonce Benja Aimé, un employé auprès d'une zone franche. Ne bénéficiant plus de l'AGOA, les produits provenant de Madagascar seront moins compétitifs sur le marché américain par rapport à ceux des autres pays qui bénéficient de l'exonération des taxes douanières. **Le risque de se voir lâcher par les investisseurs est gros.**

Outre le départ des investisseurs qui équivaut à la suppression des emplois, la baisse des entrées de devises dans la caisse de l'Etat est un des impacts directs de la suspension de l'AGOA. « Le textile apporte 60% de devises à Madagascar. Et, 80% des exportations textiles sont tournées vers le marché américain. On ne peut pas négliger ce marché, compte tenu de sa contribution dans l'économie nationale » ajoute un autre membre du comité des travailleurs pour la défense du maintien de l'AGOA.

Au cas où le président Obama prend la même position que le congrès, Madagascar devra attendre décembre 2010 pour espérer être rééligible à l'Agoa. Le maintien de l'éligibilité a été remis en cause au mois de mars, après le changement non démocratique du régime. Le respect de la démocratie étant un des critères importants de l'AGOA.

16 décembre 2009